

à peine étais-je parti de Mexico qu'il me fit envoyer la note suivante pour la faire publier dans les journaux européens : — la lettre d'envoi porte la date du 18 mars 1866, palais de Mexico.

« On nous annonce que M. Hidalgo, ex-ministre plénipotentiaire du Mexique auprès du gouvernement français, rentre en Europe sans aucun caractère officiel.

« Des personnes habituellement bien informées prétendent que la manière dont ce haut fonctionnaire a cru servir les intérêts de son gouvernement à Paris, n'a nullement répondu aux intentions de son souverain, et qu'il faudrait lui attribuer certains malentendus regrettables qui auraient pu être évités.

« Nous apprenons d'ailleurs que la nomination du digne général Almonte au poste qu'occupait M. Hidalgo a produit partout au Mexique la plus heureuse impression. Le dévouement de l'ancien président de la régence à la cause de l'intervention n'est ignoré de personne, et cette nomination nous semble devoir être interprétée comme un gage de plus que donne le gouvernement de l'empereur Maximilien de son sincère désir de marcher entièrement d'accord avec le cabinet des Tuileries. »

M. Almonte fut donc envoyé à Paris dans l'espoir qu'il ferait renoncer notre gouvernement à rappeler le corps expéditionnaire, et qu'il obtiendrait des avances d'argent pour le compte du gouvernement mexicain. M. Almonte accepta la mission diplomatique que Sa Majesté lui confiait et renonça spontanément avant de partir aux positions élevées qu'il occupait en sa triple qualité de grand maréchal de la cour, de ministre de la maison impériale et de Grand-Chancelier des ordres impériaux. L'empereur lui-même fit des économies pour ménager les ressources de l'État. « Les sages réformes financières, dit-il dans une lettre du 3 mars, que nous a léguées l'excellent et à jamais regrettable M. Langlais, m'imposent l'obligation de dissoudre le cabinet et de le remplacer par un simple secrétariat. » Dans une note du 29 mars, Sa

Majesté motive la renonciation qu'Elle a faite des deux tiers de sa liste civile; j'étais, en outre, chargé de la publier « dans l'*Indépendance belge* et un des principaux journaux de Paris. » La voici :

« Nous apprenons que l'empereur du Mexique vient de renoncer spontanément aux deux tiers de sa liste civile qui s'élevait à 1,500,000 piastres, et l'impératrice à la moitié de sa dotation, afin d'alléger les charges qui incombent au trésor mexicain et donner à leur nouvelle patrie l'exemple de l'économie sérieusement appliquée. Ce trait de désintéressement, venu de l'autre côté de l'Océan, ne laissera pas que d'étonner, sans doute, plus d'une monarchie européenne. Quant à nous, nous aimons à y voir une preuve non équivoque que donne l'empereur Maximilien à tous les porteurs de la rente mexicaine, de sa résolution de remplir religieusement les engagements contractés avec eux par son gouvernement, et nous sommes convaincus que ces derniers y verront un nouveau gage de loyauté et de bonne foi... »

Peu de temps après cette renonciation, l'empereur fit une pension à la veuve du général Zaragoza. Cette pension ne devait naturellement pas grever le pauvre budget mexicain, mais était-ce politique de montrer tant de générosité vis-à-vis la famille d'un général qui avait combattu l'intervention, tandis que les soldats de l'empire souffraient de la pénurie du trésor?

A Paris, on attendait le retour du baron Saillard pour régler d'une manière définitive la rentrée de nos troupes. A peine arrivé, le baron déclara en plein conseil des ministres que l'empire mexicain avec Maximilien pour empereur était devenu une impossibilité, que de prolonger notre occupation du Mexique, c'était verser du sang et dépenser de l'argent en pure perte pour le pays que nous avions voulu régénérer. Il ne faut pas oublier que M. de Montholon ayant au Mexique trouvé la politique suivie par l'empereur contraire à celle que Sa Majesté aurait dû suivre, avait envoyé à notre ministre des affaires étrangères des rapports défavorables

au gouvernement mexicain. M. de Montholon, nommé ministre plénipotentiaire à Washington, transporta aux États-Unis la mauvaise impression qu'il avait éprouvée à Mexico contre le nouvel empire; en outre, aux États-Unis, il avait des intérêts de famille et des sympathies acquises par sa résidence et son mariage dans ce pays. Il n'est donc pas étonnant de voir M. de Montholon exagérer, à son insu, les dispositions hostiles du cabinet de Washington contre l'empire mexicain et prendre une manœuvre politique intérieure pour des intentions de guerre qui n'ont jamais existé, ni dans l'esprit du gouvernement américain ni dans l'esprit public. Ses appréciations n'en étaient pas moins alarmantes, et devaient être, à cause de la position exceptionnelle de ce ministre, considérées par le cabinet des Tuileries, comme l'expression vraie du sentiment général qui régnait aux États-Unis.

Dans cette question, comme dans toutes celles qui se rapportaient au Mexique, le cabinet des Tuileries fut mal servi. Il n'est donc pas étonnant que, pressé par l'opinion publique en France, par les attaques incessantes de l'opposition, par l'inutilité de prolonger notre occupation et pour éviter sinon un conflit avec les États-Unis, au moins des embarras sérieux au moment où l'Europe se préparait à la guerre, il n'est pas étonnant, dis-je, de voir le cabinet des Tuileries annoncer dans le *Moniteur* du 6 avril la rentrée de nos troupes pour l'année 1866 et celle de 1867.

J'ai mis vingt ans à connaître le Mexique et les États-Unis dans leur histoire, leurs institutions, leurs tendances, les rouages de leur administration et le caractère des différentes classes qui constituent leur échelle sociale. Mes études n'avaient d'autre but que celui de connaître ce qui est et non ce que j'aurais voulu qui fût; elles m'ont convaincu que la question mexicaine était complètement inconnue en Europe, n'importe à quel point de vue.

Il est naturel que l'opposition dynastique et l'opposition républicaine au Corps législatif comme dans la presse, aient

attaqué, à tort et à travers, notre intervention au Mexique. Il est fâcheux que nos députés ne soient pas obligés de faire à leurs frais, pendant deux ans, avant de siéger à la Chambre, un voyage autour du monde pour étudier les intérêts français dans les questions étrangères et transocéaniques. Ces messieurs comprendraient alors l'importance des expéditions lointaines, l'utilité de voir notre pavillon flotter sur toutes les parties du globe et favoriser la création de nouveaux marchés d'achat et de vente pour notre commerce et notre industrie. Un député qui vit confortablement dans sa province et n'a jamais dépassé nos frontières, lésinera toujours sur les sommes qu'il doit voter dans l'intérêt de notre pays et de notre drapeau, si cet intérêt est éloigné! En France l'opposition, s'étant donné la tâche de critiquer le pouvoir dans tous ses actes, n'a vu ou fait semblant de ne voir que les sacrifices, sans daigner jeter les regards sur les avantages immenses que nous devons retirer du succès de notre expédition au Mexique. Son patriotisme, jugé par ses discours et ses écrits, nous conduirait à la plus humiliante nullité, si on s'y laissait tromper. En attaquant l'expédition du Mexique, elle attaquait le gouvernement dans son œuvre; en la faisant avorter, elle remportait une victoire morale qui devenait une arme dans ses mains. De là cet acharnement dont le Mexique était le prétexte et l'abaissement du prestige impérial le but.

La conduite des États-Unis dans la question mexicaine semble n'avoir été comprise qu'à Mexico. L'esprit éminemment pratique des Américains les porte à laisser de côté leurs sympathies pour telle ou telle forme de gouvernement chez leurs voisins, pourvu que leur commerce et leur industrie trouvent leur intérêt dans un ordre de chose stable. La république mexicaine n'a jamais été pour eux un grand marché; la consolidation de l'empire leur promettait, au contraire, un débouché important pour leurs machines, leur charbon, leurs laines, leur coton et bien d'autres marchandises. Juger l'opinion publique aux États-Unis par le lan-

gage du gouvernement et de certains journaux est une erreur que ne commettent jamais ceux qui ont vécu longtemps dans ce pays et se sont donné la peine de l'étudier. Du reste, ce langage n'a pas été toujours hostile à l'empire mexicain, je l'ai déjà prouvé dans mon dernier ouvrage sur le Mexique. Nous avons paru ignorer les nécessités de tactique du gouvernement américain, et nous avons pris au pied de la lettre ce qui n'était qu'une formule, un moyen de fortifier son point d'appui.

Au milieu des embarras de la guerre et des inquiétudes que lui inspirait le soin de sa propre conservation, le cabinet de Washington a tenu au sujet des affaires mexicaines un langage plein de circonspection. Le 27 février 1864, M. Seward écrivait à M. Dayton : « Nous ne reconnaissons les révolutions que par ordre du président, après mûre et entière considération. Jusqu'à une autorisation régulière pour une reconnaissance, nous n'entretiens pas de communications officielles ou autres avec les agents politiques ou les représentants des mouvements révolutionnaires avec lesquels nous maintenons nos relations diplomatiques. »

Le 30 avril de la même année, M. Seward écrivait de nouveau au représentant américain à Paris : « Il n'est pas impossible que l'avènement de l'archiduc à l'autorité du Mexique cause des embarras à notre gouvernement. Mais nous ferons tout ce que la prudence, la justice et l'honneur exigent pour les éviter, en même temps nous ne mettrons au hasard aucun de nos *droits nationaux*. Si ces précautions ne peuvent nous garantir contre une agression, j'espère, sans grands efforts, nous mettre à la hauteur des devoirs qui nous seront incombés. »

Au mois de mars 1865, la guerre régnait encore aux États-Unis, mais les chances tournaient en faveur du nord et le gouvernement de Washington pouvait déjà donner à d'autres soins qu'à ceux de la défense de l'Union une partie de son attention. Le ministre américain remit une dépêche à M. Drouyn de Lhuys, dans laquelle M. Seward, obéissant à

une pensée qu'il ne révèle pas, mais qu'on devine, s'entretenant des mouvements de l'opinion publique dans le nord. « Les Américains, dit-il, comptent leurs ennemis à l'étranger ; ils supposent que, parmi leurs anciens alliés, la France faiblit, et l'on désire à la Maison-Blanche voir le cabinet des Tuileries saisir une occasion pour témoigner de ses sentiments envers l'Union américaine ». M. Drouyn de Lhuys protesta, verbalement et dans une note, à notre ministre, contre les suppositions du peuple américain. La France, ajoute-t-il, a conservé pendant la guerre une stricte neutralité, et sa conduite a été telle, qu'elle a le droit d'attendre la réciprocité de la part des États-Unis dans les affaires du Mexique. Ainsi commence à prendre place, dans les relations diplomatiques de la France et des États-Unis, la question de l'avenir du Mexique. En avril, Richmond tombe, le parti confédéré met bas les armes faute de ressource pour prolonger la lutte, le gouvernement de Washington se sent libre de reprendre à l'étranger les habitudes de sa politique outre-océanique. Néanmoins, la reconstitution de l'Union devant être laborieuse, M. Seward ne rend qu'insensiblement une protection efficace à Juárez ; il ne retrouve encore toute son assurance que dans son discours d'Auburn, appelé à produire de l'impression, surtout sur ses compatriotes, en vue des élections. Dans sa correspondance officielle il est plus mesuré ; aussi permet-il à M. Bigelow de dire à M. Drouyn de Lhuys que le cabinet de Washington regrette la république du Mexique et ne saurait envisager avec faveur l'établissement du système monarchique chez ses voisins ; mais il reconnaît que « l'épreuve des institutions démocratiques et républicaines faite depuis près d'un demi-siècle au Mexique, est loin d'être favorable, et qu'elle a causé à cet infortuné pays plus de maux qu'elle ne leur a procuré de biens ».

Le 2 mai, M. Drouyn de Lhuys, prend acte de cette déclaration et répond à son tour en disant :

« Nous avons facilité par notre concours la consolidation d'un nouveau régime qui, en travaillant consciencieusement

à la réorganisation politique de ces riches contrées, semble promettre aux intérêts que nous allions défendre la protection à laquelle ils ont droit, et au pays tout entier une ère de paix et de sécurité depuis longtemps inconnue. Mais il n'y a eu dans notre conduite, à cette occasion, ni système absolu de restauration monarchique, ni dessein d'implanter en Amérique une forme de gouvernement de préférence à une autre, ni surtout la moindre velléité de conquête ou de propagande. A l'égard des États-Unis, pendant l'époque douloureuse qu'ils traversent depuis quatre ans, nous sommes restés toujours fidèles aux devoirs d'une exacte neutralité, et nous avons fait entendre nos vœux pour le rétablissement de la paix au sein d'une grande nation que rattachent à nous des sympathies séculaires.

« Nous nous plaisons donc à espérer que le gouvernement des États-Unis, en face de l'ordre de choses régulier qui se fonde au Mexique et paraît devoir assurer aux instincts sagement libéraux de la nation une satisfaction légitime, sera amené peu à peu à établir avec le nouveau gouvernement de ce pays des relations franchement amicales. Les intérêts commerciaux appellent, d'ailleurs, entre les deux peuples un rapprochement qui, nous le souhaitons, ne tardera pas à s'accomplir également dans le domaine de la politique. »

Le 30 mai, une courte dépêche ministérielle informa notre représentant à Washington que le gouvernement français avait reçu avec plaisir les assurances que lui avait personnellement données le président de son désir de conserver avec nous les meilleures relations. M. Drouyn de Lhuys ajoute, dans cette dépêche, qu'une circonstance s'offrait aux autorités américaines de donner une preuve de leurs bonnes dispositions en arrêtant les tentatives d'enrôlement pour Juarez. Le 1^{er} juin, à la suite d'une conversation avec M. Bigelow sur la levée des mesures restrictives résultant de notre neutralité, M. Drouyn de Lhuys envoie une autre dépêche à M. de Montholon, dans laquelle on lit les passages suivants :

« J'ai ajouté que le discours que vous a adressé M. Johnson appelait cependant de ma part une observation. Je ne pouvais, en effet, me dispenser d'exprimer quelque étonnement de voir le président inaugurer les rapports de son gouvernement avec le représentant de celui de l'empereur en indiquant la préoccupation d'événements qui seraient de nature à les troubler. Ce soin de prévoir « en dehors de toute prévision ordinaire, des éventualités tout à fait invraisemblables » qui pourraient compromettre les bonnes relations que l'on déclare avoir à cœur d'entretenir, ne me paraissait pas le meilleur moyen d'en assurer la durée. Je ne pouvais donc que regretter l'expression de cette prévoyance excessive, dans la circonstance surtout où elle avait trouvé place.

« Cette partie du discours de M. le président Johnson s'adresse sans doute, ainsi que vous le faites remarquer, à une portion du public américain, et a été inspirée par le désir de ménager certaines susceptibilités nationales. Je le comprends ainsi; mais il ne faut pas oublier, et j'ai dû le dire à M. Bigelow, que le peuple français aussi a ses susceptibilités non moins respectables, et qu'il importe également de ne pas blesser. »

Le 12 juin, un incident se produit. M. Bigelow réclame auprès de M. Drouyn de Lhuys contre certaines expressions employées au corps législatif dans la séance du 9, par M. Rouher, expressions qui dénaturent *un peu*, selon lui, la pensée que le ministre américain avait exprimée relativement aux dispositions du gouvernement de Washington. On lui donne acte de sa réclamation qui ne changeait en réalité rien à la situation. M. Seward, guéri de ses blessures reçues lors de l'assassinat de M. Lincoln, arrête les enrôlements juaristes à New-York, puis il écrit sa première dépêche, dans laquelle il se plaît à prévenir les appréhensions que la vivacité de certains journaux américains peut avoir fait naître en France. Cette démarche est naturellement bien accueillie par M. Drouyn de Lhuys qui la mentionne dans une dépêche transmise le 6 juillet à M. de Montholon; et

telle est la loyauté de nos dispositions que, le 20 juillet, le ministre des affaires étrangères écrit à notre représentant pour qu'il ait à informer le cabinet de Washington des mesures prises à Mexico, en vue de l'immigration des confédérés.

Mais à Washington on paraît chercher bien plus des prétextes de se plaindre que des occasions de se féliciter de l'attitude de la France. Dans ses recherches, il découvrit des lettres volées ou perdues, d'après lesquelles le docteur W. Gwin et sa famille, « traîtres au gouvernement des États-Unis, » ont obtenu des concessions de terrains métallifères sur le territoire mexicain, dans le voisinage des États-Unis, et que ces établissements supposés patronnés par l'empereur des Français sont une menace pour le gouvernement fédéral. S'appuyant sur ces lettres, M. Bigelow remit le 1^{er} août, à M. Drouyn de Lhuys, une note aussi ridicule qu'insolente, à laquelle il fut répondu dignement le 7 août. Dans cette réponse on lit les passages suivants :

« Nous serons toujours prêts, monsieur, à répondre loyalement aux demandes d'explications qui nous viendront d'un pays allié, lorsqu'elles seront inspirées par un esprit de conciliation, présentées sur un ton amical, et fondées sur des documents réguliers ou des faits positifs. Mais je dois ajouter que l'empereur est résolu à repousser toute interpellation qui nous serait faite sur un ton comminatoire, à propos de vagues allégations et sur la foi de pièces d'un caractère équivoque.

« Quant à la France, elle a, monsieur, en plusieurs occasions et avec une entière franchise, témoigné sa résolution d'observer dans toutes les questions intérieures qui peuvent agiter ou diviser l'union, une impartiale et scrupuleuse neutralité. Nous n'avons à offrir, comme gage de nos intentions, que notre parole; mais nous estimons que la parole de la France est une garantie qui doit suffire à une puissance amie, de même que nous nous contentons de la parole que le gouvernement fédéral nous a donnée de conserver fidèlement la neutralité à l'égard des affaires du Mexique. »

Dans une dépêche du 17 août, M. Drouyn de Lhuys fait plus que de rapporter à M. de Montholon les termes de sa réponse du 7, il entre de nouveau dans la question de la neutralité des États-Unis à l'égard du Mexique, et en montre la raison politique. Après l'incident Gwin, il s'en présente un autre. L'empereur Maximilien écrivit à Washington et le président Johnson refusa de recevoir sa lettre. M. Drouyn de Lhuys crut devoir juger dans une note cette démarche inopportune à laquelle le gouvernement français était resté étranger. En attendant la réponse du cabinet de la Maison-Blanche à la note du 7 août, une autre dépêche du 2 septembre nous apprend que M. Seward regrette de plus en plus la chute de la république mexicaine.

« M. le secrétaire d'État, dit M. Bigelow dans la note qu'il a laissée au ministre des affaires étrangères, exprime la confiance que les nations américaines continueront à prospérer sous le régime républicain. Au Mexique, notamment, il désire et il espère voir cette forme de gouvernement se perpétuer et se consolider. Il n'en reconnaît pas d'autre, et le gouvernement de ce pays est toujours, à ses yeux, personnifié dans le président Juarez. Il reconnaît un état de guerre existant entre la France et la république mexicaine; il n'a pas à réexaminer les causes ni à émettre une opinion sur les griefs qui l'ont amené; le gouvernement fédéral est résolu à observer une stricte neutralité entre les belligérants; mais il espère que, la guerre terminée, les institutions républicaines lui survivront au Mexique. »

M. Drouyn de Lhuys se refuse avec raison à entrer dans une dissertation dogmatique sur les mérites comparés des institutions monarchiques et républicaines, mais il manifeste son étonnement « de voir méconnaître à ce point les faits existants et l'incontestable autorité qu'ils ont reçue des libres suffrages de la nation mexicaine. »

« Il ne m'était pas possible, cependant, de ne pas opposer une protestation formelle aux assertions de M. le secrétaire d'État, persistant à considérer M. Juarez et ses bandes er-